

Bulletin d'histoire politique

Une capitale éphémère. Montréal et les événements tragiques de 1849, textes réunis et présentés par Gaston Deschênes, Sillery, Les cahiers du Septentrion, 1999

Claude G. Charron



Volume 9, numéro 1, automne 2000

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1060444ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1060444ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Bulletin d'histoire politique
Comeau & Nadeau Éditeurs

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Charron, C. (2000). Compte rendu de [Une capitale éphémère. Montréal et les événements tragiques de 1849, textes réunis et présentés par Gaston Deschênes, Sillery, Les cahiers du Septentrion, 1999]. *Bulletin d'histoire politique*, 9(1), 213–216. <https://doi.org/10.7202/1060444ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 2000

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

p. 43) qui a écrit, se situant vers 1839, « Robert Nelson, the provisional republic's president, had run to the gold mines of California in December 1838, covered with debts and ridicule ». La formule est belle. Mais lisez les textes rassemblés par Aubin et le roman de Soderstrom et on s'en reparlera.

Jean-Paul Bernard
historien

Une capitale éphémère. Montréal et les événements tragiques de 1849, textes réunis et présentés par Gaston Deschênes, Sillery, Les cahiers du Septentrion, 1999.

« We blew it », phrase à l'emporte-pièce commençant la chronique de Don Macpherson dans la *Gazette* du 4 septembre dernier. Pourquoi une telle emphase ? À première vue, la chronique du journaliste de ce jour-là semblait souligner l'arrivée en librairie d'un petit livre de cent soixante pages : *Une capitale éphémère. Montréal et les événements tragiques de 1849*.

Il est rarissime qu'un journaliste de la *Gazette* s'intéresse à la littérature franco-québécoise, romans et essais confondus. Mais cette collection de textes colligés et présentés par Gaston Deschênes relatent rien de moins que l'incendie du parlement du Canada-Uni et de sa bibliothèque, un gouverneur général pris deux fois en souricière, de multiples tentatives d'avoir la peau du Premier ministre, deux incendies contre sa maison, une foule en délire qui manifeste haut et fort pour que les auteurs de ce grand dérangement ne soient ni jugés ni punis. Et qui réussit à faire plier les autorités !

Le « We blew it » de Macpherson, c'est l'expression d'un journaliste gêné. Gêné, parce que ses patrons sont habituellement maniaques des commémorations. Mais cette fois, la consigne est « bouche cousue » et l'explication de cette exhortation au silence se trouve en page 101 du livre de Deschênes : « La poupée du spectacle (le représentant de la reine) doit être rappelée et repoussée par le mépris universel du peuple. Dans le langage de Guillaume IV, « Le Canada est perdu et livré. La foule doit s'assembler sur la Place d'armes ce soir à huit heures. Au combat, c'est le moment ! » (*The Montreal Gazette*, 25 avril 1849).

Maintenant que la direction de la *Gazette* nous rabâche les oreilles sur la primauté du droit, il lui devient gênant de commémorer l'anniversaire d'un tel appel à la sédition. Le 25 avril 1999, rapporte Deschênes, la *Gazette* commémorait une émeute survenue... le 10 mai 1849 à New York ! Mais pourquoi donc alors Macpherson ose aller contre la consigne à l'occasion de la sortie de *Une capitale éphémère* ? C'est qu'il cherche avant tout à

démontrer que les Johnson, Henderson et autres Galganov d'aujourd'hui sont des agneaux à côté des *real angrlyphones* qu'ont été les gens de la trempe de John Ferres, celui qui a fait que la *Gazette* de 1849 a publié son célèbre brûlot, en édition spéciale s'il vous plaît, et contre une loi sanctionnée l'après-midi même par le représentant de Victoria, sa gracieuse majesté.

Dans sa présentation, Deschênes ne comprend pas que les médias francophones ressentent également de la gêne à commémorer 1849. Le 25 avril, *La Presse* ne trouve rien de mieux que de parler du cinquantième anniversaire de l'Institut de réhabilitation de Montréal... fondé en novembre 1949. *Le Devoir* est le seul à y consacrer un article mais, déplore Deschênes, le texte de Jean Chartier est publié le mercredi 21 avril plutôt qu'en fin de semaine.

C'est envers les confrères universitaires que Deschênes est le plus lapidaire : « Les événements de 1849 attendent leurs historiens. » Il a raison. Si les historiens du ROC ont intérêt à faire du survol au-dessus de 1849, si les Minutes du Patrimoine ne tiennent pas à faire revivre sur les écrans de Famous Players un lord Elgin recevant des œufs pourris, comment se fait-il que l'année 1999 soit passée sans qu'aucun colloque n'ait été organisé sous le thème de l'année de la terreur, comment se fait-il que le *Bulletin d'histoire politique* n'ait fait aucun numéro spécial ou qu'un spécialiste du XIX^e siècle n'ait abordé ce thème dans le numéro consacré à l'instauration du gouvernement responsable (printemps-été 1998) ? Les événements de 1849 sont pourtant intimement liés à l'arrivée du gouvernement représentatif.

Dans ce numéro spécial du *Bulletin d'histoire politique*, Steven Watt tente de défaire la thèse de ceux qui, comme Lionel Groulx et John Saul, considèrent l'avènement du gouvernement responsable comme une victoire tardive des patriotes. Watt signale l'importance du Montreal Constitutional Association dans l'organisation des milices anglo-protestantes en 1835 et l'élaboration de la constitution de 1841. George Moffatt, influent membre du MCA, a été conseiller de Durham et un de ceux qui s'assurèrent que l'arrivée du gouvernement représentatif se fasse de façon à ce que l'influence des électeurs canadiens-français soit à son plus bas niveau. Or, que nous apprend Deschênes dans son livre ? Que le 25 avril, l'un des principaux orateurs sur la tribune du Champs de Mars s'appelle... George Moffatt (p. 108).

Et le grand avantage du livre est de nous faire découvrir cette continuité dans la résistance à la *French supremacy* surtout à travers le texte d'un certain Alfred Perry écrit en 1887. Lors des événements, Perry était « captain of the Hook and Ladder and Hose ». Un chef pompier qui est un grand vantard. Il n'est pas du tout gêné d'avouer comment, dans sa seconde tentative pour fracasser à l'aide d'un caillou l'horloge au-dessus du fauteuil de

l'orateur, il a atteint un lustre et a ainsi mis le feu au Parlement (p. 112). Et fier de dire que c'est lui qui est sorti de l'édifice en flammes avec sous les bras la masse, symbole du pouvoir royal : « Je croyais tenir entre les mains un objet aussi puissant que César et ses richesses », ajoute-t-il au soir de sa vie (p. 113).

Dans le livre de Deschênes, le témoignage de cet illuminé, s'ajoutant aux lettres du marchand W. R. Seaver, aide à mieux saisir les motivations profondes des acteurs d'un drame que l'on pourrait placer à la hauteur des tragédies grecques. Car, c'est bien de cela qu'il s'agit ici : la tragédie du peuple canadien-français. Si, trente-huit ans après les événements, Perry est encore aussi fier de sa performance, c'est qu'il a l'impression d'avoir contribué à une grande victoire. Et si le *Montreal Star* de 1887 accorde autant d'importance à Perry, c'est qu'il croit que la résistance de 1849 a bien servi la Cause. Après tout, 1887 est une année de haut risque. Avec cette Conférence de Québec qui se profile...

Comment alors croire Lionel Groulx quand il écrit que 1849 a sonné le glas de l'oligarchie (p. 80) ? Comment peut-il affirmer cela en conclusion quand, dans le cœur de son récit, les questions se multipliaient ? Ainsi, en page 71 : « Par quel hasard, Montréal a-t-il pu rester aux mains de la canaille ? [...] Un jour, elles [les autorités] décident de sévir. Quelques chefs de l'émeute sont jetés en prison. Quelques jours plus tard, les prisonniers sont relâchés sous caution, comme pour leur fournir l'occasion d'un nouveau triomphe. » L'impunité pour les auteurs de ce grand tumulte, la mise sur pied d'un régiment de volontaires canadiens-français, mais ordre est par la suite donné de le démanteler. Qui a gagné en 1849 ? George Moffatt ou La Fontaine ?

Gaston Deschênes aurait eu intérêt à insérer dans sa collection de textes la lettre confidentielle datée du 1^{er} mars de lord Elgin à son patron du *Colonial Office*. Le gouverneur général sent le besoin de saisir Grey de la foire d'empoigne qu'est devenue la Chambre à l'occasion du débat sur le Bill des indemnités. Il conclut : « ... seule une union des quatre provinces (Bas et Haut-Canada, Nouvelle-Écosse et Nouveau-Brunswick) pourrait placer les intérêts britanniques en Amérique du Nord sur un pied de sécurité ».

Le livre de Deschênes aurait dû avoir comme titre : *Un éphémère Canada à deux*. Car, plus qu'une capitale, plus qu'une bibliothèque, c'est le Canada idéalisé par les La Fontaine et Baldwin qui se consume dans les cendres du marché Saint-Anne. Il y allait de la crédibilité de la monarchie que la loi des indemnités ne soit pas révoquée. Mais l'impunité accordée aux auteurs de cette sédition, avec la complicité de l'armée et de la police, avec des pompiers qui se réjouissaient du « grand feu de joie », tout cela a suffi pour convaincre les politiciens post 1849 de ne pas se précipiter avant de faire des « cadeaux » aux « conquies ».

En 1849, une égale représentation d'un Haut-Canada moins peuplé que le Bas-Canada faisait qu'un vote québécois valait moins qu'un vote orangiste. Dix ans plus tard, la situation démographique étant inversée, on change les règles du jeu avec le REP by POP. Mais, cela n'était pas assez. Londres a fini par suivre le conseil du genre de Durham. On a provincialisé et paupérisé les Canadiens français dans une Confédération qui n'en était pas une.

Avec 1849, le Canada anglais a pris le relais de Londres en rejetant le grand rêve des La Fontaine et Baldwin. Le livre de Deschênes est une grande contribution. Si plus d'historiens, de sociologues et de psychologues se penchaient un tant soit peu sur le témoignage de ce boutefeu de Perry, on pourrait enfin briser le mythe qui nous fait croire que les Canadiens français forment un des deux peuples fondateurs d'un BNA Act qui avait comme but ultime d'éteindre leur nationalité. D'autres aujourd'hui se sont chargés de prendre le relais des Ferres, Moffat et Perry. Ils ont comme nom Chrétien et Dion.

Claude G. Charron
Politologue

Éric Amyot, *Le Québec entre Pétain et de Gaulle. Vichy, la France libre et les Canadiens français 1940-1945*, Saint-Laurent, Fides, 1999, 365 p.

Depuis le début des années 1990, une rumeur persistante associe toute une intelligentsia canadienne-française à l'extrême droite européenne. De Esther Delisle à Yves Lavertu, en passant par toute une série de mémoires de maîtrise et de reportages journalistiques tapageurs, on en est venu à croire que le Québec des années 1930 et 1940 fut la proie d'une irrésistible attirance pour les idées fascistes. Dans un tel capharnaüm d'hypothèses hasardeuses et d'idées reçues, Éric Amyot arrive avec une véritable somme qui sans doute fera autorité. Ce jeune docteur en histoire de l'Université McGill a consacré trois années à comprendre le rapport complexe, voire parfois tortueux, des Canadiens français à la France occupée. Chercheur ambitieux, Amyot pose une question qui hante bien des esprits de la vie intellectuelle québécoise : entre la France du vieux maréchal Pétain et celle du trépidant général de Gaulle où penchait le cœur du Canada français ?

Entre le vainqueur de Verdun et l'auteur du *Fil de l'épée*, le cœur des Canadiens français balancera, nous dit Amyot. D'abord largement sympathiques aux idées du nouveau régime qui s'installe à Vichy, les Canadiens français passeront graduellement au camp des gaullistes. Le livre d'Éric Amyot est d'une certaine façon le récit détaillé de ce passage qui aura duré